

**AVENANT A LA CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC
DENOMME GIP « HABITAT ET INTERVENTIONS SOCIALES
POUR LES MAL-LOGES ET LES SANS-ABRI »**

Vu la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit

Vu le décret n°2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public

Vu le décret n°2013-292 du 5 avril 2013 relatif au régime de droit public applicable aux personnels des groupements d'intérêt public

Vu l'arrêté du 12 mars 1993 approuvant la convention constitutive du groupement d'intérêt public dénommé GIP « habitat et interventions sociales pour les mal-logés et les sans-abri ».

NOR : LOGC9300022A

Vu l'arrêté du 16 mai 1997 approuvant la modification de la convention du groupement d'intérêt public dénommé GIP « habitat et interventions sociales pour les mal-logés et les sans-abri ».

NOR : LOGC9700029A

Vu l'arrêté du 30 juillet 2001 approuvant la reconduction de la durée du groupement d'intérêt public « habitat et interventions sociales pour les mal-logés et les sans-abri » pour une durée de trois ans à compter du 3 juin 2000 et approuvant la modification de l'article 20 de la convention constitutive du groupement d'intérêt public « habitat et interventions sociales pour les mal-logés et les sans-abri ».

NOR : EQUU0101025A

Vu l'arrêté du 6 août 2003 approuvant la reconduction de la durée du groupement d'intérêt public « habitat et interventions sociales pour les mal-logés et les sans-abri » pour une durée de trois ans à compter du 3 juin 2003 et approuvant les modifications des articles 1^{er}, 3, 5, 15, 17, 19-2, 19-5 et 21 de la convention constitutive du groupement d'intérêt public « habitat et interventions sociales pour les mal-logés et les sans-abri ».

NOR : EQUU0300032A

Vu l'arrêté du 2 mars 2006 approuvant la reconduction de la durée du groupement d'intérêt public « habitat et interventions sociales pour les mal-logés et les sans-abri » pour une durée de cinq ans à compter du 3 juin 2006 et approuvant les modifications des articles 3, 5, 9, 10, 14, 17, 19-2, 19-3, 19-5 et 23 de la convention constitutive du groupement d'intérêt public « habitat et interventions sociales pour les mal-logés et les sans-abri ».

NOR : SOCU0610495A

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 approuvant la modification de la convention constitutive du 12 mars 1993 modifiée du groupement d'intérêt public dénommé « GIP habitat et interventions sociales pour les mal logé et les sans-abri »

NOR : DEVU0915960A

Vu l'arrêté du 24 décembre 2013 n°20133358-0007 approuvant la modification de la convention constitutive du 2 décembre 2013 modifiée du groupement d'intérêt public dénommé « GIP habitat et interventions sociales pour les mal logé et les sans-abri »

Le GIP HIS, créé en 1993, pour « contribuer au relogement de familles et de personnes sans toit ou mal logées » et au terme de plusieurs années de collaboration entre ses membres de droit, qu'ils soient ou non fondateurs, et membres associés, a décidé de préciser les éléments de sa convention constitutive et d'apporter les précisions suivantes.

TITRE I

OBJET – ADHESION – RETRAIT – EXCLUSION

Article 1 – Dénomination

Le groupement est dénommé « GIP Habitat et Interventions Sociales » (GIP HIS dans la suite du texte)

Article 2 – Objet et cadre géographique

Le GIP HIS a pour objet d'assurer, à la demande du Préfet de la région Île-de-France ou sur sollicitation de ses membres, dans le cadre des lois et règlements en vigueur, des missions d'intervention sociale en faveur de ménages mal logés ou démunis de logement, en recherche d'insertion par le logement, et notamment des missions de diagnostic des situations, de recherche de logement, d'accompagnement social et de gestion locative. Il intervient également en faveur des populations dites « migrantes ».

Ces missions concernent en particulier :

- le traitement des situations liées au relogement et à l'accompagnement des ménages mal logés et rencontrant des difficultés particulières ; il s'agit notamment de ménages issus de l'hébergement ou de logements temporaires et des ménages en bail glissant. Ce type de mission fait l'objet d'une définition de son périmètre et des modalités de réalisation, cadre arrêté annuellement par l'assemblée générale ;
- les interventions de caractère urgent et prioritaire, décidées par le Préfet de la région Ile de France et portant sur des situations exceptionnelles
- les interventions particulières pour mettre en œuvre une politique publique nouvelle ou prioritaire sur lettre de mission du Préfet de la région Ile de France ou après délibération en assemblée générale.

Dans ces trois grandes catégories de missions, le GIP HIS assure les fonctions de diagnostic, d'observation sociale, d'orientation vers des solutions d'hébergement adaptées, de recherche de logements et de candidatures des ménages relevant des situations de priorité et d'urgence définies par l'Etat, ainsi que d'accompagnement social vers et dans le logement, de gestion locative adaptée (notamment par le biais de baux dits « glissants »), et de régulation dans le cadre de l'intermédiation locative.

Enfin, le GIP HIS peut également assurer des fonctions de formation et d'information en faveur des travailleurs sociaux, des professionnels de l'hébergement et du logement selon des modalités financières établies dans une convention.

Le périmètre d'intervention du GIP HIS est la région Ile-de-France. Il peut, à titre exceptionnel, dans le cadre des missions définies supra, intervenir au-delà de ce périmètre par convention avec le partenaire concerné et après décision et accord de son assemblée générale.

Article 3 – Siège social

Le siège social du groupement est fixé en Ile-de-France.

A la date de signature du présent avenant, celui-ci est établi au :

3 rue Franklin
93 100 MONTREUIL

Il peut être transféré en tout autre lieu par décision de l'assemblée générale.

Article 4 – Durée

Le groupement est reconduit à compter du 9 juin 2017 pour une durée indéterminée.

Article 5 – Composition

Le Groupement d'Intérêt Public est composé de l'Etat et d'organismes œuvrant dans le domaine social de l'hébergement et du logement. La liste des membres à la date de création du groupement est citée pour mémoire en annexe.

A la date de signature du présent avenant, siègent en tant que membres de droit :

- l'Etat, représenté par le Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris, la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Hébergement et du Logement (DRIHL) de l'Ile-de-France et une personne dite « qualifiée » dans le domaine du logement et de l'hébergement, désignée par le Préfet de région
- l'AORIF - Association des organismes HLM de la Région Ile de France - 15 rue Chateaubriand - 75008 Paris
- ADOMA - 42 rue Cambronne - 75740 Paris Cedex 15
- la SA HLM Emmaüs Habitat - 92/98, bd Victor Hugo- 92110 Clichy-la-Garenne
- le GIE Logement Français- 18, avenue d'Alsace – Tour Between, bâtiment C- CS 40091 92091 Paris La Défense Cedex
- la SA HLM Immobilière 3F - 159 rue Nationale - 75638 Paris cedex 13
- la SA HLM Domaxis - 44, rue Saint Charles BP 575 - 75726 Paris Cedex 15
- Action logement services- 66 avenue du Maine - 75014 Paris
- Union régionale SOLIHA - 27, rue de la Rochefoucauld -75009 Paris

Dans les conditions fixées aux articles 6 et 7, la composition du groupement peut évoluer par adhésion, retrait ou exclusion.

D'autres représentants d'organismes œuvrant dans le domaine social de l'hébergement et du logement peuvent être invités à participer, en tant que membres associés, aux travaux de l'assemblée générale.

Article 6 – Membres du groupement : adhésion

Au cours de son existence, le groupement peut accepter de nouveaux membres par décision de l'assemblée générale. L'adhésion se traduit par la signature de la présente convention et notamment l'application du titre II.

Chaque membre s'engage à participer régulièrement aux Assemblées Générales organisées selon les termes de la présente convention.

Article 7 – Retrait et exclusion

Toute personne morale de droit public ou privé membre du groupement peut, en cours d'exécution de la présente convention, se retirer du groupement à l'expiration d'un exercice budgétaire, sous réserve qu'elle ait notifié son intention trois mois avant la fin de cet exercice au Président du GIP et que le principe de ce retrait comme ses modalités matérielles et financières aient reçu l'accord de l'assemblée générale.

L'exclusion d'un membre peut être prononcée par l'assemblée générale à sa proposition en cas d'inexécution de ses obligations, notamment la non-exécution de ses obligations de contribution ou pour faute grave. Le membre concerné est entendu au préalable.

Les dispositions financières et autres prévues pour le retrait s'appliqueront au membre exclu.

En cas de retrait ou d'exclusion, et sauf décision contraire de l'assemblée générale, un membre est responsable des dettes du groupement, échues à la date du retrait ou de l'exclusion, à raison de ses contributions statutaires aux charges.

TITRE II

CONTRIBUTION DES PARTENAIRES – PERSONNEL

Article 8 – Capital

Le groupement est constitué sans capital.

Article 9 – Droits et obligations des membres

Les droits des membres du groupement se répartissent comme suit :

- 51 % pour l'Etat - qui dispose d'une voix -
- les 49 % restant sont répartis à hauteur égale entre les autres membres de l'assemblée générale soit 6,12 % par membres (hors Etat).

Les modalités de cette répartition sont définies et le cas échéant modifiées à la majorité des deux tiers par l'assemblée générale.

Article 10 – Ressources du groupement

Les membres mettent en commun les moyens nécessaires à l'exercice des missions du GIP HIS.

Les ressources du groupement comprennent :

- Les subventions définies dans le cadre du budget annuel;

- Les emprunts et autre ressources d'origine contractuelle;
- Les dons et legs.
- Les contributions financières des membres au budget annuel ;
- La mise à disposition de personnel sans contrepartie financière pour le groupement,
- La mise à disposition sans contrepartie financière de locaux, de matériels ou de logiciels dont la valeur doit être appréciée d'un commun accord
- Les prestations intellectuelles
- Ou toute contribution permettant au GIP d'exercer ses missions

Les valorisations des locaux, équipements, et mises à disposition de personnels figureront pour le même montant en dépenses et recettes du budget du GIP HIS.

Les membres du groupement définissent, le cas échéant, le détail et la nature de leurs contributions au groupement. Les contributions font l'objet d'un document présenté annuellement à l'assemblée générale.

Article 11 - Obligations statutaires des membres

Les membres sont tenus des obligations du groupement à hauteur des contributions respectives visées à l'article précédent. Dans leurs rapports avec les tiers, les membres du groupement ne sont pas solidaires.

Article 12– Equipements et matériels

Sauf convention contraire, les équipements matériels et logiciels mis à disposition par des membres du groupement restent leur propriété : ils leur reviennent à la dissolution du groupement.

Le matériel acheté par le groupement appartient au groupement. Il est dévolu en cas de dissolution du groupement conformément aux règles établies à l'article 26 ci-dessous.

Article 13 – Mise à disposition de personnel

Les personnels mis, avec leur accord, à disposition du groupement par ses membres conservent leur statut d'origine. Leur employeur d'origine garde à sa charge leurs rémunérations et prestations annexes, leurs assurances professionnelles et la responsabilité de leur avancement. Ces personnels sont placés sous l'autorité fonctionnelle du Directeur du groupement.

Lorsque la mise à disposition est réalisée au titre de la participation financière aux ressources du groupement, elle ne donne pas lieu à remboursement.

Une convention de mise à disposition entre l'organisme d'origine et le GIP HIS doit définir la nature des activités exercées par la personne mise à disposition, ses conditions d'emploi, les modalités de contrôle et de l'évaluation de ces activités. La convention doit également préciser les missions de service public confiées à la personne.

Conformément à leur statut, des personnels peuvent, avec leur accord, être détachés par des membres. Le nombre d'emplois, en équivalent temps plein, au titre de la participation financière de chaque membre, figure en annexe de la convention constitutive.

Ces personnels sont remis à la disposition de leur corps ou organisme d'origine :

- à leur demande ;
- par décision de l'assemblée générale sur proposition du Directeur, notamment en cas de faute grave ou pour raison disciplinaire ;
- à la demande de leur corps ou organisme d'origine, à l'issue de l'exercice budgétaire en cours, sous réserve d'avoir respecté un préavis de trois mois, au minimum.

- dans le cas où cet organisme se retire du groupement, à l'issue de l'exercice budgétaire en cours, sous réserve d'avoir respecté un préavis de trois mois, au minimum ;
- en cas de liquidation, de dissolution ou d'absorption de cet organisme.

Article 14 – Personnel propre au groupement

Le groupement peut recruter par voie de contrat de droit public du personnel lui permettant d'assurer de manière pérenne ses missions permanentes dans la limite de l'état des effectifs figurant en annexe à son budget.

En fonction des missions urgentes et nouvelles, ou particulières, non initialement prévues qui lui sont confiées en cours d'année, et qui nécessitent des profils de compétences adaptés à ces missions, le groupement est autorisé à recruter des personnels supplémentaires, dans la limite de ses capacités financières définies par le budget ou au moyen de financements complémentaires.

Ces financements peuvent prendre la forme de conventions spécifiques mentionnées à l'article 2 de la présente convention.

Ces personnels supplémentaires rémunérés sur son budget sont recrutés pour la durée des missions prévues par des conventions spéciales, sur contrat de droit public conformément aux dispositions du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux agents non titulaires de l'Etat et du décret n° 2013-292 du 5 avril 2013 relatif au régime du droit public applicable aux personnels des GIP.

Le groupement est habilité, en outre, à accueillir des jeunes en insertion ou en formation en lien avec son objet.

TITRE III

GESTION BUDGETAIRE ET COMPTABLE

Article 15 – Budget

L'exercice budgétaire coïncide avec l'année civile.

Le budget par lequel sont prévues et autorisées les recettes et dépenses du groupement, présente les autorisations d'emplois, les autorisations d'engagement, les crédits de paiement, les prévisions de recettes et le solde qui en résulte. Le budget annuel est soumis à l'approbation de l'assemblée générale.

Au titre des dépenses, le budget du GIP HIS comprend l'ensemble des frais concourant à l'exercice des missions du groupement, notamment de personnel et également des dépenses de sous-traitance identifiées dans les conventions évoquées à l'article 2 pour accomplir son objet social.

Au titre des recettes détaillées à l'article 10, peuvent être portées au budget les participations financières des membres, les subventions de l'Etat et des autres organismes, les dons reçus de tiers, les produits de la rémunération de services rendus et le cas échéant des produits financiers.

Les excédents annuels de gestion ne peuvent qu'être utilisés à des fins concourant à l'objet du groupement ou mis en réserve. Dans le cas de déficit sur un exercice, il appartient à l'assemblée générale de statuer sur les mesures de résorption à mettre en œuvre.

Article 16 – Responsabilités

La qualité d'ordonnateur est conférée au directeur général.

L'ordonnateur du GIP HIS peut déléguer sa signature, en informant l'assemblée générale, à la personne de son choix à l'exception de l'agent comptable. L'acte de délégation précise les matières et les seuils pour lesquels cette compétence est accordée.

L'ordonnateur du GIP HIS peut se faire suppléer en cas d'absence ou d'empêchement par la personne de son choix.

Article 17 – Tenue des comptes

Le GIP HIS est soumis à la réglementation relative à la gestion budgétaire et comptable publique, conformément à l'article 3 du décret n°2012-1246 et au décret n°2012-1247 du 7 novembre 2012, et aux règles qui régissent les établissements publics administratifs. La comptabilité du GIP HIS comprend une comptabilité budgétaire, une comptabilité générale, et une comptabilité analytique destinée à analyser les coûts des différentes missions accomplies par le groupement. Les modalités de traitement des coûts dans cette dernière comptabilité sont décidées par l'assemblée générale en fonction des objectifs poursuivis en matière d'information et d'aide à la décision.

En vertu des dispositions de l'article 13 du décret relatif à la gestion budgétaire et comptable (GBCP) du 7 novembre 2012, un comptable public ayant la fonction de caissier et de payeur dispose de la charge exclusive de manier les fonds et de tenir les comptes du GIP HIS soumis aux règles de la comptabilité publique.

Article 18 - Contrôle juridictionnel

En application de l'article L 11-3 du code des juridictions financières, le GIP HIS est soumis au contrôle de la Cour des comptes.

TITRE IV

ORGANISATION – ADMINISTRATION

Article 19 – Assemblée générale

L'assemblée générale est composée de l'ensemble des membres du groupement énumérés à l'article 5 de la présente convention. Le GIP HIS étant constitué d'un nombre restreint de membres, il ne dispose pas d'un conseil d'administration. L'assemblée générale est donc la seule instance délibérante du groupement.

Hormis l'Etat, chaque membre du groupement désigne un seul représentant pour siéger en son nom à l'assemblée générale.

Elle se réunit sur convocation du Président au moins 3 fois par an.

De plus, elle se réunit de droit à la demande du quart de ses membres ou à la demande d'un ou plusieurs membres détenant au moins un quart des voix, sur un ordre du jour que ceux-ci déterminent.

Sauf avis contraire de l'un des membres du Groupement, l'assemblée générale peut se réunir sur simple convocation par voie électronique et la participation des membres peut se réaliser à distance (visioconférence).

Le président assure la présidence de l'assemblée générale. En cas d'empêchement du président, l'assemblée générale désigne parmi ses membres de droit un président de séance.

Le directeur général du groupement et ses adjoints, le contrôleur général économique et financier, le commissaire du gouvernement et l'agent comptable assistant, avec voix consultative, aux séances de l'assemblée générale.

L'assemblée générale peut déléguer au bureau le soin de prendre toute décision utile au fonctionnement du GIP HIS, entre deux assemblées plénières, dans les limites et les conditions qu'elle déterminera par délibération.

Un règlement intérieur, soumis à l'approbation de l'assemblée générale, viendra préciser les règles de fonctionnement de cette instance.

19-1 Compétences

L'assemblée générale prend toute décision relative à l'administration du groupement, notamment :

- élit le président du groupement ;
- nomme et révoque le directeur général ;
- définit les attributions du directeur général ;
- définit les orientations annuelles du groupement ;
- approuve le rapport d'activité ;
- approuve le budget annuel du groupement et notamment le plafond des emplois dans la GBCP (gestion budgétaire de la comptabilité publique) ;
- approuve les comptes de l'exercice clos ;
- approuve le recours éventuel à l'emprunt ;
- approuve le règlement du personnel ;
- décide de toute modification ou renouvellement de la convention constitutive ;
- prononce la dissolution du groupement et peut définir les conditions d'intervention du liquidateur ;
- définit les conditions dans lesquelles de nouveaux membres peuvent adhérer au groupement ;
- fixe les contributions financières des membres du groupement ;
- prononce l'exclusion d'une personne morale de droit public ou privé selon les dispositions mentionnées à l'article 7 ;
- fixe les modalités, notamment financières, du retrait ou de l'exclusion d'un membre du groupement.

19-2 Modalités de vote

Les modalités de vote sont définies conformément à la répartition des droits statutaires fixés à l'article 9. Le vote par procuration est autorisé. Toutefois, un même membre ne peut recevoir plus de deux procurations.

Le vote par correspondance (e-mail, courrier...) est autorisé, mais il ne peut être cumulé avec le vote par procuration.

L'assemblée générale ne délibère valablement que si la moitié des membres du groupement est présente ou représentée.

Au cas où le quorum n'est pas atteint, l'assemblée générale est convoquée à nouveau dans les quinze jours, et peut alors valablement délibérer dès lors qu'au moins un représentant de l'Etat est présent.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix, sauf pour :

- l'élection du président qui s'effectue aux deux tiers des membres de l'assemblée générale,
- les décisions de modification ou de renouvellement de la convention, de transformation du

groupement en une autre structure ou de dissolution anticipée du groupement, votées à la majorité des deux tiers.

Les décisions sont consignées dans un procès-verbal de réunion adressé à chaque membre. Elles obligent tous les membres du groupement.

Article 20 - Bureau

Les travaux de l'assemblée générale du groupement sont arrêtés par le bureau de l'assemblée générale composé des représentants des services de l'Etat et du Président du GIP HIS (définition de l'ordre du jour de l'assemblée générale, sur proposition du Président).

Le directeur général du groupement et ses adjoints, le contrôleur général économique et financier, le commissaire du gouvernement et l'agent comptable assistant, avec voix consultative, aux séances du bureau.

Le bureau se réunit a minima 3 fois par an.

Il est chargé pendant l'intervalle de chaque assemblée générale d'examiner les projets de convention du groupement et les projets de recrutement de personnel s'y rapportant. Il peut de plus recevoir délégation de l'assemblée générale conformément à l'article 19 du présent avenant.

Il définit les provisions nécessaires à la bonne exécution des conventions.

Ses décisions sont portées à la connaissance des membres de l'assemblée générale à la séance suivante.

Article 21 – Présidence du groupement

L'assemblée générale élit à la majorité des deux tiers parmi ses membres un président, pour une durée de trois ans renouvelable.

Le président convoque l'assemblée générale selon les règles fixées à l'article 19 de la présente convention et en préside les séances.

Le président est membre de droit du bureau, il lui propose l'ordre du jour de l'assemblée générale.

Il impulse et est garant de la politique décidée en assemblée générale.

Il veille au respect des textes réglementaires dont la convention constitutive.

Le Président participe au vote en sa qualité de membre dans les conditions prévues aux articles 9 et 19 de la présente convention.

En cas d'empêchement, l'intérim du président est assuré par le bureau.

En cas de vacance prolongée, le bureau pourra décider de convoquer une assemblée générale exceptionnelle pour élire un nouveau président.

Article 22 – Commissaire du Gouvernement

Le Préfet de la région Île-de-France désigne un agent de l'Etat pour assurer les fonctions de Commissaire du Gouvernement.

Il a droit de regard sur l'ensemble des documents du groupement et :

- a communication de tous les documents relatifs au groupement, notamment l'état annuel des effectifs ;
- bénéficie d'un droit de visite dans les locaux ;
- peut exercer un droit d'opposition à l'encontre d'une décision qui met en jeu l'existence ou le bon fonctionnement du groupement notamment concernant les décisions relatives aux emprunts et au recrutement de personnel ;
- peut provoquer une nouvelle délibération dans un délai franc de quinze jours à compter de la date de réception de la décision ou du procès-verbal de délibération ;

- dans ce cas, il est sursis à l'exécution de la décision jusqu'à ce l'organe compétent du groupement se soit à nouveau prononcé ;
- l'organe qui a pris la décision se prononce dans un délai franc de quinze jours à compter de l'exercice du droit d'opposition. A défaut la décision est caduque ;
- informe les administrations dont relèvent les établissements participant au groupement des observations qu'appellent son fonctionnement et des motifs de son droit d'opposition.

Le commissaire du gouvernement adresse chaque année aux autorités qui ont approuvé la convention constitutive le rapport d'activité annoté le cas échéant de ses observations.

Article 23 – Contrôle Général Economique et Financier

A la date de signature de l'avenant, le contrôle économique et financier de l'Etat est exercé dans la limite et les conditions définies par la réglementation en vigueur sous la forme d'un contrôle dit « allégé ».

Pour l'examen du budget initial, des budgets rectificatifs et du compte financier, le contrôleur est destinataire, préalablement à l'envoi aux membres des organes délibérants, des documents qui doivent leur être communiqués avant chaque séance.

Le contrôleur est destinataire, après le vote du budget, d'une répartition détaillée des crédits, des prévisions de recettes et des emplois, accompagnée d'une prévision des principaux actes de gestion de l'année.

Le contrôleur émet par ailleurs un avis sur :

- l'acte de recrutement du directeur général et ses avenants;
- les projets de décisions de recrutement de personnels propres
- les emprunts et leurs avenants.

Article 24 – Directeur général du groupement

Le directeur général, nommé par l'assemblée générale, assure, sous l'autorité de l'assemblée générale, le fonctionnement du groupement.

Le directeur général représente le groupement et l'engage dans ses rapports avec les tiers. Il est investi de tout pouvoir pour agir en justice au nom du groupement.

En outre le directeur général assure les missions suivantes dont il rend compte à l'assemblée générale. Il :

- est ordonnateur des recettes et des dépenses du groupement ;
- veille aux équilibres budgétaires et financiers du groupement ;
- structure l'activité et le fonctionnement du GIP HIS, signe les contrats de travail et toutes les conventions ;
- a autorité sur les personnels du groupement ;
- recrute, nomme et gère le personnel propre du groupement ;
- préside le Comité Technique ainsi que la commission consultative paritaire des agents et exerce le pouvoir disciplinaire à l'égard des agents du GIP HIS ;
- une fois par an il soumet à l'assemblée générale un rapport d'activité du groupement ;
- met en œuvre les décisions de l'assemblée générale en sa qualité de responsable exécutif du GIP HIS;
- élabore un programme annuel d'activité et le projet de budget nécessaire à sa mise en œuvre.

- s'assure qu'il peut mobiliser les ressources humaines, matérielles et financières lui permettant la réalisation de ce programme annuel d'activité ;
- assure la coordination et le développement du GIP HIS ;
- organise la réponse aux appels d'offres relevant du champ d'intervention du GIP HIS ;
- rend compte à l'assemblée générale de l'activité du GIP HIS à partir d'indicateurs prédéterminés ;
- peut donner délégation de signature à des agents de son choix.

Article 25 – Approbation et publication

Le renouvellement et les modifications de la convention du GIP HIS sont approuvés par le Préfet de la région Ile de France, après avis du directeur régional des finances publiques. Ces décisions d'approbation sont publiées au registre des actes administratifs de la préfecture de région, et mis à disposition du public sur son site internet.

Article 26– Dissolution et liquidation

Le groupement peut être dissous par abrogation de l'arrêté d'approbation.

La dissolution entraîne sa liquidation mais la personnalité morale du groupement subsiste pour les besoins de sa liquidation. L'assemblée générale fixe les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs.

Les biens, droits et obligations sont répartis entre l'Etat et les personnes morales de droit public ou de droit privé adhérentes proportionnellement à leurs apports et contributions.

Article 27 – Conditions suspensives

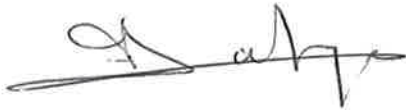
Le présent avenant est conclu sous condition suspensive de son approbation par l'autorité administrative qui assure la publicité de cet acte.

Le présent avenant est signé le 9 juin 2017, à l'occasion de l'Assemblée Générale du GIP Habitat et Interventions Sociales

**LES MEMBRES DU GROUPEMENT A LA DATE DE SIGNATURE DE L'AVENANT DE
LA CONVENTION CONSTITUTIVE**

Présidente :

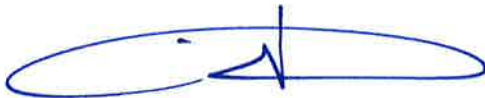
Frédérique LAHAYE



Au titre de l'Etat :

Pour le Préfet de la région d'Ile de France

Patrick VIEILLESQUES, Sous-Préfet, Directeur de Cabinet du préfet de région Ile de France



Pour la D.R.I.H.L

**Marie-Françoise LAVIEVILLE, Directrice Régionale et Interdépartementale Adjointe de la DRIHL
Ile de France**



Au titre de l'Association Régionale des Organismes HLM de la Région d'Ile de France :

Christophe RABAULT, Directeur



Au titre d'ADOMA :

Namori KEITA, Directeur Adjoint Etablissement Ile-de-France



Au titre de la SA HLM Emmaüs Habitat
Thierry DEBRAND, Directeur de FREHA



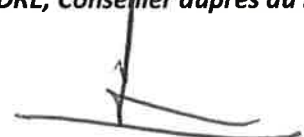
Au titre du GIE Le Logement Français
Hervé LESERVOISIER, Directeur du développement social par l'habitat



Au titre de la SA HLM Domaxis,
Françoise COMTE RICUR, Délégation Régionale IDF, Locatif / Accession chez Action Logement Services



Au titre de la SA HLM Immobilière 3F :
Jean-Marie ANDRE, Conseiller auprès du Directeur Général



Au titre de Action Logement Services :
Charles Hurbain PAYART, Administrateur



Au titre de l'Union régionale SOLIHA:
Yves Le SOUDEER, Directeur de SOLIHA EST PARISIEN

